



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le Préfet**

Cécile GAYDON

ISCP

Bordeaux, le 08 NOV. 2024

Le préfet de la Gironde  
à  
L'architecte des Bâtiments de France

**Objet :** Commune de BEYCHAC-ET-CAILLAU

Modification du périmètre de protection des abords de monuments historiques

Dans le cadre de la révision du PLU de la commune de SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC, un projet de périmètre délimité des abords de l'église de Cameyrac a été défini. Celui-ci a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2020. L'enquête publique unique ayant concernée que cette commune, la procédure d'élaboration du PDA n'a pas pu être menée à terme, laissant perdurer une partie de la servitude AC1 sur la commune de BEYCHAC-ET-CAILLEAU.

Aussi, lors de la procédure de révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BEYCHAC-ET-CAILLAU, le document d'urbanisme précité et le périmètre délimité des abords du monument historique situé sur la commune limitrophe de SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC, ont fait l'objet d'une enquête publique unique.

Au terme de cette enquête, le nouveau périmètre a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur en date du 23 octobre 2024.

Il vous appartient donc aujourd'hui, selon l'article R621-93 du Code du patrimoine, de donner votre accord à sa modification. Votre réponse, ainsi que la délibération de la collectivité, constitueront les derniers visas permettant au préfet de région la rédaction d'un nouvel arrêté de PDA. J'attire votre attention sur le fait qu'à défaut de réponse dans les 3 mois à compter de la présente, vous serez réputé avoir donné votre accord.

À réception de ce nouvel arrêté, la collectivité sera chargée de prendre en compte cette modification de servitude au sein de document d'urbanisme en cours d'approbation. Si cette approbation est intervenue préalablement à la signature de l'arrêté, il lui appartiendra de mettre à jour l'annexe du PLU concernant les servitudes d'utilité publique et cela dans un délai de trois mois, comme indiqué dans l'article L153-60 du Code de l'urbanisme.

P.J : Arrêté préfectoral du 14 septembre 2020 et projet de périmètre délimité des abords